

La France humiliée : dix mesures de rétorsion possibles contre l'Algérie

Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 14 janvier 2025

Source [Boulevard Voltaire] : Vieux débat que celui des mesures de rétorsion visant à décourager les poussées belliqueuses du pouvoir algérien à l'égard de la France. La tension est montée de plusieurs crans, ces derniers mois, depuis [la réaffirmation](#), le 29 octobre 2024, par la France de sa reconnaissance de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental. Le 16 novembre, l'Algérie procède à l'arrestation de Boualem Sansal à l'aéroport d'Alger. Le 9 janvier, on apprend le refoulement, par les autorités algériennes, de l'influenceur algérien Doualem, dont l'expulsion avait été décidée après une série de harangues et de menaces contre la France, notamment auprès de ses 138.000 abonnés sur le réseau social TikTok. Le 10 janvier, le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, déclare à la presse : « *On a atteint avec l'Algérie un seuil extrêmement inquiétant. L'Algérie cherche à humilier la France.* » Quelles mesures de rétorsion la France pourrait-elle prendre ? Pour que la France cesse d'accepter les humiliations, comme le fait son ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot, pas moins de huit pistes se dégagent.

1re piste : rétablir les visas pour la nomenklatura algérienne

[Annoncée le 12 janvier](#) par le ministre de la Justice Gérard Darmanin, l'idée consisterait à supprimer l'accord franco-algérien de 2013, « *un accord gouvernemental qui permet à ceux qui ont un passeport officiel, un passeport diplomatique algérien [de] venir en France sans visa pour pouvoir circuler librement [...] ça me paraît plus intelligent, plus efficace et ça peut se faire très rapidement* », explique le garde des Sceaux Darmanin, précisant que la mesure ne toucherait pas « *les 10 % de nos compatriotes qui ont des liens de sang, de sol, de culture, y compris les pieds-noirs* ». Les grands pénalisés, dans cette histoire, seraient en effet les dignitaires algériens, qui apprécient beaucoup de pouvoir venir se soigner... en France.

2e piste : interdire nos aéroports à Air Algérie

L'idée est proposée par l'ancien ambassadeur de France en Algérie, Xavier Driencourt, lors d'un [entretien accordé au Figaro](#) : « *Si la compagnie transporte des passagers qui ne peuvent pas descendre, interdisons Air Algérie. Eux, en rétorsion, interdiront Air France, mais qui des deux parties sera piégée ?* » À elle seule, la liaison Paris-Alger transporte plus d'un million de passagers par an.

[Lire la suite](#)